



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 1^{er} juillet 2014

Séance du lundi 30 juin

Agenda

Lundi 7 juillet

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h : **Dominique TERRÉ**, chargée de recherche au CERSES : « *Le droit, entre morale et économie* ».

-Comité secret.

Lundi 29 septembre

-15h : **François TERRÉ**, membre de l'Académie : « *Sciences juridiques et sciences politiques* ».

-18h : Cérémonie de remise des prix de la Fondation culturelle franco-taïwanaise, Grande salle des séances.

Lundi 6 octobre

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h : **André VACHERON**, membre de l'Académie : « *Sociologie des inégalités de santé* ».

Lundi 13 octobre

-15h : **Chantal DELSOL**, vice-présidente de l'Académie : « *Social et "sociétal"* ».

Lundi 20 octobre

-15h : **Georges-Henri SOUTOU**, membre de l'Académie : « *Problème actuel de la science historique* ».

Mardi 28 octobre

-15h : Séance de rentrée des Cinq Académies sous la Coupole : « *1914* ».

Lundi 3 novembre

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h : **Philippe CAPELLE-DUMONT**, professeur des Universités, doyen de l'Académie catholique de France : « *L'idée d'une "théologie" scientifique* ».

Lundi 17 novembre

-15h : Séance solennelle annuelle de l'Académie sous la Coupole. Discours du président **Bernard BOURGEOIS**, lecture du palmarès par la vice-présidente **Chantal DELSOL**, discours du secrétaire perpétuel **Xavier DARCOS**.

Après approbation du procès-verbal de la séance du 23 juin, le président **Bernard Bourgeois** a fait procéder aux dépôts d'ouvrages :

--**François d'Orcival** a présenté l'ouvrage de **Jean-Louis Crémieux-Brilhac**, correspondant de l'Académie (section générale), *De Gaulle, la République et la France libre, 1940-1945* (Paris, éd. Perrin, coll. *Tempus*, 2014, 496 p.).

--**Laurent Stefanini**, correspondant de l'Académie (section générale), a présenté 2 ouvrages d'Alexandre Maral, respectivement *Le Roi-Soleil et Dieu*, préfacé par Marc Fumaroli, (Perrin, 2012, 372p.) et *le roi, la cour et Versailles* (Perrin, 2013, 514p.).

Le président a ensuite passé la parole à son confrère **Yvon Gattaz** qui a fait une communication intitulée « *L'économie vue par un entrepreneur* ». C'est donc en tant qu'entrepreneur, « ce micro-économiste de terrain », que l'orateur a « tenté de déceler la zone de compatibilité entre théories macro-économiques et la pratique du terrain ou micro-économie. » Retenant la définition de Schumpeter présentant l'entrepreneur comme « celui qui est capable de transformer une idée en une innovation réussie », il a indiqué que si « les économistes privilégient la réflexion, les entrepreneurs privilégient l'intuition et l'action », toutes deux orientées vers le client et la commande et, de ce fait, nécessairement confrontées « au mur granitique des réalités ». Sur le terrain des réalités, il a rappelé l'importance de l'industrie et l'aveuglement irresponsable des chantres de l'ère post-industrielle pour qui la France pouvait sans regret abandonner sa production industrielle à des pays émergents et ne garder que les seuls services.

Yvon Gattaz a ensuite évoqué onze économistes de renom – Adam Smith, Jean-Baptiste Say, David Ricardo, Frédéric Bastiat, Léon Walras, Vilfredo Pareto, Irving Fisher, Joseph Schumpeter, John Maynard Keynes, Friedrich Hayek et Milton Friedman – dont les idées ont joué un rôle, parfois positif, pour l'entrepreneuriat. Mais, s'est-il interrogé, alors que l'entrepreneur est créateur de richesses et d'emplois, « pourquoi en Allemagne et aux États-Unis est-il considéré comme un "premier de cordée" prenant tous les risques et méritant l'estime générale, alors qu'en France sa réussite éventuelle est rarement admirée mais plus souvent jalouée, voire dénigrée ? »

Tout en affichant un optimisme volontariste sur les possibilités de redressement de l'économie française grâce à la création d'entreprises ainsi qu'au dynamisme et à l'inventivité des jeunes Français – atouts qu'il s'efforce de développer avec son association Jeunesse et Entreprises – Yvon Gattaz a fait état des freins spécifiques qui handicapent les entreprises au point d'avoir transformé la France en un « pays immergent » : contraintes dues à un Code du Travail de 3496 pages (éd. Dalloz 2014), prélèvements et impôts qui placent la France bien au-dessus de la moyenne européenne (+60% pour les prélèvements obligatoires, +70% pour l'impôt sur les sociétés, +100% pour l'impôt sur la production, etc.). Comparant l'économie française au Titanic, il a toutefois tenu à conclure sur une note d'espoir, « espoir qui est un risque lui aussi, mais qui vaut d'être couru ».

À l'issue de sa communication, **Yvon Gattaz** a répondu aux questions que lui ont posées **Michel Pébereau**, **Chantal Delsol**, **François d'Orcival**, **Jacques de Larosière**, **Jean Baechler**, **Jean-Claude Trichet**, **Bernard Bourgeois** et **Xavier Darcos**.

À lire

- **Jean-Robert Pitte** : « Une jeunesse désorientée », dans *Le Figaro* du mercredi 25 juin. Extrait : « Rappelons que le baccalauréat, ce diplôme usé jusqu'à la corde, dévalué à l'extrême, ce "premier grade de l'enseignement supérieur" autorise tous ses titulaires à s'engager dans les études de leur choix, tout au moins dans les formations non sélectives, c'est-à-dire la plupart des cursus universitaires, en dehors de quelques licences spécialisées et des IUT. Bien entendu, alors que ceux qui s'engagent dans des filières sélectives ont toutes les chances de réussir leurs études et de décrocher un emploi à la sortie, l'échec viendra conclure cette malheureuse expérience pour la majorité des autres. Quand épargnera-t-on à tant de jeunes cette première année post-bac – parfois suivie d'une deuxième – choisie sans véritable préparation, sans qu'une information fiable ait été délivrée aux intéressés quant au niveau de base requis, aux exigences de travail, aux débouchés professionnels ? C'est par pure démagogie et pour éviter de grandes manifestations de rue qu'on laisse se poursuivre dans le supérieur l'hécatombe que l'on connaît dans le secondaire et que grossit ainsi le nombre des décrocheurs de tous niveaux. Faut-il que notre pays ait perdu le sens des réalités pour accepter que 1,9 million de jeunes de 15 à 29 ans ne soient ni en emploi, ni en éducation, ni en formation, soit 17% de la tranche d'âge, l'un des taux les plus élevés des pays de l'OCDE, avec la Grèce, l'Espagne et l'Italie ! [...] C'est surtout l'étanchéité des filières généralistes de notre système éducatif et du monde de l'entreprise, des métiers et de la formation professionnelle qui est en cause. Tous les collèges et les lycées devraient normalement programmer pour leurs élèves, de la 5^e à la terminale, des Piodmep (Parcours d'information, d'orientation et de découverte du monde économique et professionnel). Derrière le sigle peu engageant, ces heures sont essentielles à l'avenir des jeunes. [...] Malheureusement, ces parcours sont souvent bâclés ou inexistantes dans les établissements, faute de réelle motivation de la part des équipes de direction et d'un nombre suffisant de professeurs volontaires pour y participer et chercher les partenariats hors de l'établissement. Ajoutons que de nombreux conseillers d'orientation psychologues sont réticents à se rapprocher des milieux de l'entreprise de peur de tomber dans ce qu'ils appellent l'"adéquationnisme", c'est-à-dire l'orientation des jeunes en fonction... du marché de l'emploi, ce qui constitue pour eux et leur syndicat majoritaire une faute capitale. »
- **Jean-Claude Trichet** : « *The Renminbi has a very bright future as a global currency* », sur le site chinois *Ecns.cn*, en date du vendredi 27 juin. « China's currency, the Renminbi, would play an increasingly important role in the international monetary system as the Chinese economy continued to grow rapidly, said Jean-Claude Trichet, former president of the European Central Bank (ECB). "*The RMB has a very bright future as a global currency,*" Trichet told Xinhua in a recent interview in Beijing, where he attended the International Financial Forum (IFF) 2014 Leadership Dialogue. China was considered not only a remarkable economic success, but also a monetary success, he said. "*China's development is absolutely fantastic!*" he said when recalling his first visit to China in 1982. Trichet, also co-chairman of the IFF, a Beijing-based non-profit international organization, said he had witnessed great changes in China over the past 32 years, adding the growth of the world's second largest economy had changed the entire world. He disagreed with current pessimistic forecasts of China's growth rate in 2014, saying it was normal for growth to ease slightly in such a large economy with such a long rapid growth period. Aiming at sustainable development, the Chinese government has a 7.5% growth goal this year. "*I would say that 7.5% growth is a dream for other major economies,*" Trichet said, adding the goal was reasonable for China. As a long-time observer of China's economic and financial reform, the former ECB chief said he noticed the RMB's pace of internationalization had been accelerated. China decided to set up an RMB offshore settlement bank in London earlier this month after announcing the establishment of an RMB offshore trading center in Frankfurt, Germany several months ago. Trichet, however, said the RMB had to be completely convertible so savers and investors in the world could have full confidence in it as a free-floating global currency. As for the international monetary system, he said the current system was far from perfect, but it remained "*reasonably resilient.*" Thanks to smooth global cooperation among major economies' central banks, there was no dramatic crisis on the exchange market during the worst financial crisis of advanced economies since World War II, Trichet said. Asked about the recent economic situation in Europe, he said the euro zone was recovering gradually. "*We're not at the epicenter of the global crisis now,*" the euro defender said, adding there was still a lot of work to be done. Responding to the concern about the ECB's recent decision to launch a negative interest rate policy, Trichet said it meant the central bank was taking serious measures to tackle low inflation in the area. He also defended himself over his policy when he was in office from 2003 to 2011, during which he was criticized for emphasizing price stability over growth and job creation. "*Price stability, without inflation and without deflation, is not opposed to growth and job creation, but on the contrary, it is a precondition of growth and job creation,*" he said. Trichet said 2 percent was the definition of price stability, which was set at the very beginning of the euro. Over the past 15 years, "*the average yearly inflation rate was exactly 2 percent of the euro,*" he said. »

À savoir

- Dans le cadre de son cycle de conférences sur la création d'entreprises, sur leur compétitivité et leur croissance, **Yvon Gattaz** est intervenu à Paris, le mercredi 21 mai au siège de l'association Contribuables Associés, le vendredi 23 mai au Club des Directeurs Achats, le mardi 10 juin au Club des chefs d'entreprise allemands installés en France, et au Pecq, le mardi 17 juin, au Club des entrepreneurs de la boucle de la Seine. Le mercredi 4 juin, il a participé à Paris à une conférence-débat sur le thème « Regards croisés France-Amérique ».